

De la difficulté de recourir aux marchés et organismes financiers internationaux : La nouvelle politique économique et budgétaire et ses conséquences.

Depuis plusieurs années, la Tunisie fait face à des défis croissants pour l'obtention de financement extérieur, en raison de facteurs économiques, politiques et géopolitiques. L'absence d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), les tensions budgétaires internes et la prudence des investisseurs internationaux ont contraint le pays à repenser sa stratégie financière.

Face à ces contraintes, les autorités tunisiennes ont adopté une approche visant à réduire la dépendance aux financements extérieurs traditionnels.

Le débat organisé le 4 février 2025, introduit et animé par Mr Mahmoud Ben Romdhane ancien Ministre et Président de l'Académie Tunisienne des Sciences des Lettres et des Arts (Beit El Hekma), a évalué la nouvelle politique économique et budgétaire de la Tunisie et ses conséquences face à la difficulté de recourir aux marchés et organismes financiers internationaux.

L'exposé de Monsieur Ben Romdhane a porté sur les 4 axes suivants :

- 1 - L'impact des difficultés d'accès aux financements extérieurs sur la situation budgétaire et financière.
- 2 - Les nouvelles orientations budgétaires et économiques mises en place.
- 3 - Les perspectives pour 2025 et au-delà
- 4 - Choix politique alternatif et mesures adoptées.

1. Impact des difficultés d'accès aux financements extérieurs

1.1. Rareté des financements et conditions restrictives

La Tunisie subit un resserrement de son accès aux crédits internationaux en raison de plusieurs facteurs pour les raisons suivantes :

- L'absence d'accord avec le FMI : Depuis 2022, les négociations avec le FMI n'ont pas abouti, compliquant l'accès à d'autres financements, car de nombreux créanciers conditionnent leur aide à cet accord.
- La dégradation des notations souveraines : La baisse de la note de la Tunisie par les agences de notation a accru le coût des emprunts et réduit l'attrait du pays pour les investisseurs.
- La prudence des partenaires internationaux : Plusieurs engagements financiers annoncés par des institutions et des pays partenaires n'ont pas été concrétisés ou ont été retardés.

Face à cette situation, la Tunisie s'est tournée vers Afreximbank, une banque africaine spécialisée dans le financement du commerce et des infrastructures. Trois prêts ont été contractés entre 2023 et 2025 :

- 1. En 2023 : 500 millions de dollars à un taux d'intérêt de 10,28 % sur cinq ans, avec une période de grâce de deux ans.
- 2. En 2024 : 500 millions de dollars, dont 350 millions déposés à un taux réduit de 1,65 %, réduisant le montant réellement disponible à 150 millions.
- 3. En 2025 : 500 millions de dollars, avec des conditions similaires aux précédents.

Bien que ces financements aient permis de combler certaines insuffisances budgétaires, leur coût élevé et leurs conditions restrictives limitent leur impact sur la stabilisation économique du pays.

1.2. Soutien exceptionnel de la Banque Centrale au Trésor

En décembre 2023 et 2024, l'Assemblée des représentants du peuple a approuvé deux financements exceptionnels de 7 milliards de dinars chacun par la Banque Centrale de Tunisie (BCT) au Trésor public, sans intérêts et avec des périodes de grâce.

Une partie de ces fonds a été utilisée pour rembourser des dettes, notamment un Eurobond d'un milliard de dollars début 2025, réduisant les réserves de change. À fin septembre 2024, le solde disponible pour le Trésor était de 1,2 milliard de dinars.

Un précédent emprunt de 2,81 milliards de dinars accordé en 2020 pour faire face au COVID-19 est en cours de remboursement. D'ici fin 2025, environ 4,5 milliards de dinars devront encore être mobilisés.

2 . Les politiques de souveraineté économique et leurs implications

2.1. Maintien des subventions et impact sur les salaires

La Tunisie a privilégié une autonomie économique en réduisant sa dépendance aux bailleurs de fonds internationaux. Cette orientation s'est traduite par le maintien d'un niveau élevé de subventions et une érosion progressive des salaires réels sous l'effet de l'inflation.

2.2. Soutenabilité de la politique et risques économiques

La soutenabilité de cette stratégie repose principalement sur le niveau des réserves en devises. Une baisse sous le seuil critique de 90 jours d'importations pourrait fragiliser le dinar et alimenter une crise de confiance.

Jusqu'en 2024, la Tunisie a réussi à éviter une forte dépréciation monétaire grâce à des mesures exceptionnelles et une conjoncture favorable. Cependant, des incertitudes persistent quant à la stabilité en 2025.

2.3. Facteurs favorables en 2023 et 2024

Plusieurs éléments ont contribué à une relative stabilisation économique :

- La réduction du déficit courant : 3,4 milliards de dinars en 2023 et 2,7 milliards en 2024, contre plus de 7 milliards en moyenne entre 2014 et 2022.
- L'amélioration de la balance commerciale : Hausse des exportations d'huile d'olive et baisse des importations de céréales et de biens d'équipement.
- L'augmentation des recettes touristiques (+8,3 % en 2024) et des revenus extérieurs (+11,2 %).
- La réduction du déficit du compte financier : 9,1 milliards de dinars en 2022, contre seulement 1,3 milliard en 2023 et 2024.

Grâce à ces évolutions, les réserves en devises se sont maintenues à l'équivalent de 121 jours d'importation en 2024, contre 120 jours en 2023.

3. Perspectives pour 2025 et au-delà.

3.1. Incertitudes pour 2025

Plusieurs facteurs pourraient influencer l'évolution économique de la Tunisie :

- La baisse du prix du pétrole : 70 dollars en mars 2025 (contre une prévision budgétaire de 77,4 dollars), réduisant le déficit commercial d'environ 1 milliard de dinars.
- La croissance économique : Prévision officielle de 3,2 %, mais les estimations réelles se situeraient entre 1,2 % et 1,5 %, affectant les recettes fiscales et aggravant le déficit budgétaire.
- Le ralentissement des recettes touristiques (+5,7 % contre +8,3 % en 2024) et des transferts de la diaspora (+6,7 % contre +11,2 % en 2024).
- La détérioration du commerce extérieur : Hausse du déficit commercial au début de 2025.
- L'écart d'inflation avec la zone euro : 26,2 % sur cinq ans, risquant de fragiliser le dinar.

Si cette tendance se poursuit, il pourrait devenir difficile de maintenir les réserves au-dessus du seuil critique des 90 jours d'importations.

3.2. Enjeux pour 2026 et au-delà

Même si la Tunisie parvient à maintenir une relative stabilité en 2025, la question du financement de la dette reste préoccupante. Depuis 2023, le pays a dû recourir à des emprunts internes (7 milliards de dinars auprès de la Banque centrale) et à des financements externes via Afreximbank (1,5 milliard de dollars en trois ans).

Sans un retour aux financements internationaux traditionnels, ces solutions pourraient ne plus suffire pour éviter une crise de liquidité en devises dans les années à venir.

3.3. Risques de dépréciation monétaire

L'évolution récente de la livre turque et égyptienne met en lumière les risques auxquels la Tunisie pourrait être exposée. En effet, en Turquie la livre est passée de 7,4 pour un dollar en 2020 à plus de 35 en 2024 et en Égypte la livre est passée de 15,8 à 51 pour un dollar.

Une situation similaire en Tunisie signifierait un taux de change plus élevé par rapport à l'euro et au dollar avec en conséquence une forte inflation, une perte du pouvoir d'achat, affectant les plus vulnérables, une hausse des taux d'intérêt, freinant l'investissement et enfin une expansion de l'économie parallèle et de la spéculation.

4 . Choix politiques alternatifs : mesures adoptées et répercussions budgétaires.

4.1 Choix politiques alternatifs et mesures adoptées

Le refus de recourir aux conditionnalités associées aux programmes d'appui budgétaire du FMI s'est traduit par une orientation différente des politiques économiques, notamment en matière d'équilibres internes et externes.

Ainsi, aucune réforme n'a été engagée concernant les entreprises publiques, tandis que les subventions énergétiques ont été significativement augmentées à partir de 2022. Or, cette dépense est particulièrement lourde pour les finances publiques. Elle représente près des deux tiers du déficit budgétaire et reste socialement peu équitable, profitant surtout aux tranches les plus aisées de la population.

4.2 Répercussions budgétaires et mesures d'ajustement internes

Face aux déséquilibres budgétaires croissants, plusieurs mesures ont été mises en œuvre, parmi lesquelles :

- **Le report des paiements dûs aux fournisseurs de l'État et aux entreprises publiques**

L'État et les entreprises publiques ont différé le règlement de nombreux fournisseurs, mettant en difficulté des entreprises privées, parfois jusqu'à entraîner des poursuites judiciaires pour incidents de paiement tout en entraînant un désintérêt croissant pour les appels d'offres publics.

- **Restrictions à l'importation de produits de base (**

Les contraintes budgétaires ont également mené à une limitation de l'importation de biens de consommation essentiels, comme la farine, le café, le thé, le sucre ou encore le lait. Ces restrictions ont provoqué des pénuries ponctuelles et favorisé l'émergence de circuits parallèles et de pratiques spéculatives.

- **Pression sur les salaires dans la fonction publique**

Les augmentations salariales importantes accordées auparavant dans le secteur public ont pesé lourdement sur les finances publiques. Par la suite, les ajustements ont été limités, entraînant une dégradation marquée du pouvoir d'achat.

- **Alourdissement de la pression fiscale et recours accru au financement bancaire intérieur.**

Pour financer les besoins croissants de l'État, une pression fiscale importante a été exercée, tandis que les banques ont été sollicitées pour soutenir directement le financement public.

A l'issue des discussions les propositions de réformes suivantes ont été retenues :

1. Relance des négociations économiques dans un cadre transparent et inclusif

Pour redresser durablement l'économie tunisienne, il est essentiel de renouer le dialogue avec les partenaires financiers internationaux dans un cadre fondé sur la transparence, l'inclusion et l'appropriation nationale. Cela suppose d'impliquer les partenaires sociaux afin de construire un consensus autour de réformes réalistes, étalées dans le temps, et qui tiennent compte des équilibres sociaux et économiques du pays.

2. Rationalisation des dépenses publiques

Une meilleure maîtrise des finances publiques est nécessaire. Cela passe par la rationalisation progressive des subventions énergétiques et alimentaires, notamment à travers une réforme des circuits de distribution, la lutte contre le gaspillage et les détournements, et l'adaptation des mécanismes de compensation aux réalités actuelles.

Une réforme structurelle des entreprises publiques, incluant la restructuration ou le recours à des partenariats public-privé, pourrait contribuer à alléger la charge budgétaire.

3. Réforme du système fiscal

Il est indispensable d'élargir l'assiette fiscale en renforçant les mécanismes de lutte contre l'évasion et la fraude, et en facilitant l'intégration progressive de l'économie informelle.

4. Soutien à l'investissement et à la compétitivité

L'État doit orienter davantage de ressources vers les secteurs à haute valeur ajoutée, notamment les industries exportatrices, les services innovants et l'agriculture moderne. L'amélioration de l'environnement des affaires est également une priorité : cela implique la simplification des procédures administratives, une stabilité réglementaire et fiscale, ainsi que la consolidation de la sécurité juridique des opérateurs économiques.

5. Stabilité monétaire et mobilisation de l'épargne

La politique monétaire doit préserver la stabilité financière tout en évitant un recours excessif au financement monétaire des déficits. Il est recommandé de renforcer l'attractivité des instruments

d'épargne, notamment en devises, par des incitations fiscales et des produits adaptés, afin de consolider les réserves et soutenir la confiance.

6. Diversification des partenariats économiques

La Tunisie gagnerait à approfondir sa stratégie d'ouverture vers de nouveaux marchés, notamment en tirant pleinement parti des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine. La promotion de la coopération régionale, la diplomatie économique et les partenariats Sud-Sud devraient être intensifiés pour réduire la dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels.